

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024

Taugon

code INSEE : 17439

788 habitants

Communauté de communes : Aunis Atlantique



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W409) ; copie numérique aux Archives nationales (manque la 4^e contribution).

Forme : 6 feuilles agrafées en haut à+ 5 feuilles volantes.

Couverture : cadre bleu-blanc-rouge.

Titre : Grand débat - Cahier citoyens.

Clos le mercredi 20 février 2019.

4 contributions (la 4^e reçue le 14 mars) + compte rendu du débat du 30 janvier.

Bordereau d'envoi à la préfecture le 26 mars 2019.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

- Faciliter la proximité des services administratifs avec les citoyens des petites communes en mettant en place un bus mobile des administrations circulant en milieu rural.
- Mettre en place un soutien Internet pour les citoyens qui en ont besoin.

Une retraite modeste s'exprime

- Lorsque que tous les services administratifs sont informatisés, il peut bon de prévoir de l'aide en mairie ou autre pour ceux qui ne sont pas ou ne peuvent pas s'équiper du matériel nécessaire à cet usage.

TAUGON
Reçu
le: 14 MARS 2019

LETTRE AU PRESIDENT MACRON

Le groupe des gilets jaunes de Taugon, la Ronde et des alentours ne trouvent en aucun cas que le grand débat soit pour vous macron une victoire. C'est une victoire en effet mais pour les citoyens qui ont perdu la parole depuis bien trop longtemps. Poussés par le mouvement des Gilets Jaunes les français ont repris goût à l'expression, à l'échange d'opinion sur les ronds-points, à la politique dans le sens noble du terme. Pourtant les GJ venant de mouvement politique parfois très différent partagent les mêmes conclusions face à votre politique.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

[Le cahier commence par le compte rendu de la réunion organisée par le maire, le 30 janvier 2019, avec « 27 personnes dont 2 Gilets jaunes » ; compte rendu non retranscrit ici].

1. Manuscrit (2 pages), 37 lignes, 299 mots (homme)

[NOM Prénom, Adresse, Téléphone]

1-Fiscalité et dépenses publiques :

Impôts :

- Baisser la CSG à 6,6 % pour tous les retraités.
- Indexer les pensions de retraite sur l'inflation.
- Supprimer les principales niches fiscales.
- Rétablir l'ISF pour les plus riches.

Dépenses publiques :

- Appliquer les recommandations du rapport "Actions Publiques 2022" : => 30 milliards d'économies sur 5 ans.
- Supprimer les comités inutiles et inefficaces : Comité [sic] national du débat public, CESE, etc.

2- Organisation de l'État et des collectivités publiques :

- Supprimer un échelon territorial : le canton.
- Poursuivre la décentralisation de l'État en affectant les fonctionnaires d'État dans les territoires.
- Revoir le statut des fonctionnaires en permettant la mobilité entre les =/= métiers/régions et instaurer des primes au mérite.
- Faciliter la proximité des services administratifs avec les citoyens des petites communes en mettant en place un bus mobile des administrations circulant en milieu rural.
- Mettre en place un soutien Internet pour les citoyens qui en ont besoin.

3- Démocratie citoyenneté.

- Comptabiliser le vote blanc.
- Introduire la proportionnelle aux élections législatives : 30 %.
- Réduire de 30 % le nombre de députés et de sénateurs.
- Supprimer le CESE.
- Limiter le RIC aux sujets locaux.
- Limiter le 80 km/h aux routes départementales les plus dangereuses.
- Limiter le nombre de migrants aux possibilités d'intégration de notre pays (quotas).
- Aider les pays d'origine des migrants.

4- La transition écologique :

- Taxer le kérosène des avions et le fuel lourd des bateaux.
- Mettre en place des moyens de transport collectif entre les villages et les villes : taxi-bus, covoiturage, etc.
- Taxer les produits qui ne respectent [pas] les normes environnementales de l'Europe.
- Taxer les pollueurs au niveau de la pollution créée par chacun.

[P. NOM, Signature *sur les deux pages*]

Le 4 février 2019

2. Manuscrit, 25 lignes, 202 mots (homme)

[NOM Prénom, Adresse, Téléphone]

Donner plus de pouvoir d'achat en diminuant progressivement le % attribué aux plus hauts salaires.

+ aux petits, - aux gros.

Les grands oubliés.

Les personnes qui ont juste au-dessus du minimum vieillesse et juste en dessous de la CSG, ne bénéficiant pas de pouvoir d'achat (déjà exonérées de la taxe d'habitation du fait de leur faible revenu).

TVA.

Diminuer la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité et augmenter la TVA sur les produits de luxe pour équilibrer.

Privilèges.

Supprimer les privilèges à tous les politiques et autres à la fin de leurs mandats.

Si cumul des mandats, obligation de percevoir une seule indemnité.

Remettre l'ISF sous une autre forme à toutes les grandes fortunes et entreprises.

Manque à gagner sur les points de retraite pour tous ceux qui percevront l'augmentation de la prime d'activité.

Votes blancs.

Prendre en compte tous les votes blancs et surtout les reconnaître.

Que M. le Président se rende compte de la pauvreté dans ce pays et des différences entre les citoyens qui est de plus en plus grande, qu'il soit moins méprisant envers le peuple qui souffre en partageant le gâteau plus équitablement car le peuple gronde et ce n'est pas bon pour la démocratie.

[Signature]

[P. NOM]

5.02.19

3. Manuscrit, 30 lignes, 241 mots (femme)

Une retraitée modeste s'exprime

Gestion de l'État

Revoir à la baisse le nombre des autorités administratives indépendantes telle la défense des droits, le débat public (19 commissions en tout) et surtout la rémunération excessive de leurs présidents : Jacques Toubon, Chantal Jouanno... et tous ceux dont on ne parle pas.

Le gouvernement aurait tout intérêt à montrer l'exemple en réduisant de façon drastique les frais de gestion des instances gouvernementales, tels que salaires des fonctionnaires de la Chambre des députés, du Sénat, et de l'Élysée, train de vie de l'Élysée, et des principaux ministres, avantages sociaux pour les anciens élus, accompagnement très coûteux des anciens présidents, Premiers ministres, etc.

La réduction du nombre des membres du Sénat serait bien vue également.

Toutes ces mesures ne combleraient évidemment par le trou dans les finances de l'État, mais montreraient que les efforts ne sont pas seulement demandés aux plus faibles.

Élections. Rendre le vote obligatoire, sous peine d'amende comme dans de nombreux pays, afin que chacun se sente responsable ; cela permettrait en plus de comptabiliser les bulletins blancs ou nuls et surtout d'en tenir compte.

Immigration. Accepter les vrais demandeurs d'asile politique, et refuser les demandeurs économiques. Veiller au départ des demandeurs déboutés du droit d'asile.

Lorsque que tous les services administratifs seront informatisés, il serait bon de prévoir de l'aide en mairie ou autre pour ceux qui ne sont pas ou ne peuvent pas s'équiper du matériel nécessaire à cet usage.

4. Dactylographié (7 pages), 150 lignes, 1587 mots (collectif) (contribution manquante dans la copie numérique du cahier)

[Tampon mairie : Reçu le 14 mars 2019] [contribution transmise à la préfecture le 26 mars]

LETTRE AU PRÉSIDENT MACRON

Le groupe des Gilets jaunes de Taugon, La Ronde et des alentours ne trouvent en aucun cas que le Grand débat soit pour vous, Macron, une victoire. C'est une victoire, en effet, mais pour les citoyens qui ont perdu la parole depuis bien trop longtemps. Poussés par le mouvement des Gilets jaunes, les Français ont repris goût à l'expression, à l'échange d'opinion sur les ronds-points, à la politique dans le sens noble du terme. Pourtant, les GJ, venant de mouvements politiques parfois très différents, partagent les mêmes conclusions face à votre politique.

À aucun moment les Gilets jaunes n'ont été dupes quant à la mise en place de ce débat et de sa finalité. Certains d'entre nous se sont portés plus ou moins volontaires pour malgré tout y participer afin d'éviter la critique de votre part d'un refus de participation.

Ce débat pose de nombreux problèmes. Outre ceux déjà dénoncés par certains chroniqueurs de presse sur votre idée de la démocratie. Nous avons constaté pour avoir participé à d'autres débats dans d'autres communes que de nombreuses questions ont une orientation politique institutionnelle en faveur de votre programme. Les questions sont biaisées et formulées de façon à ne jamais remettre en cause le système ; de nombreux thèmes sont absents du débat nous concernant pourtant au quotidien comme les taxes ou le chômage, qui sont les causes originelles du malaise français. Ce débat ne cherche en aucun cas à responsabiliser le gouvernement et sa politique ultra-libérale. Vous voulez culpabiliser les citoyens par le fait de demander plus de simplification administrative, plus de services publics et de créer par nos demandes légitimes encore plus de dette publique.

Les revendications des Gilets jaunes sont reconnues légitimes par une grande majorité de la population, malgré tous les dénigrement possibles et les violences orchestrées par votre gouvernement et par les non-réponses à nos revendications, le mouvement est toujours soutenu et bien plus que le prétendent les médias.

Notre mouvement a déjà beaucoup gagné ; il a changé les mentalités et la vision de nombreux d'entre nous. Actuellement, beaucoup vous semblent ne pas participer aux manifestations car nous nous rencontrons et nous débattons sur une future société à mettre en place. Ne prenez pas cette baisse pour une victoire, ce n'est que provisoire car les Gilets jaunes sont toujours mobilisés et bien plus que vous ne pouvez l'imaginer.

Si, malgré ce Grand débat, rien ne change, ou juste dans le sens que vous aviez déjà programmé, les Gilets jaunes vous feront savoir à juste titre qu'il est dangereux de jouer avec l'espoir de tout un peuple.

Vous êtes déjà tenu pour responsable des violences pour nous avoir fait attendre trop longtemps une première réponse qui ne remet pas en cause votre politique, bien au contraire si vous restez sur vos positions ne soyez pas surpris que la cocotte-minute explose pour de bon.

QG des Gilets jaunes de Marans 17 et alentours

DÉMOCRATIE – CITOYENNETÉ – INSTITUTIONS

Réponses pour/contre - possibilités de développer les sujets.

1. Une sixième république (nouvelle constitution).
2. La dissolution et réélection par le vote direct des citoyens, des deux assemblées, le Sénat et la Chambre des députés, au proportionnel réel (en attente du RIC).
3. Mise en place du RIC.
4. Remplacer le Sénat par une assemblée citoyenne.
5. Proportionnelle intégrale pour tous les mouvements politiques et sur toutes les élections, afin d'être mieux représentés.
6. Invalidation des élections si le quorum n'est pas obtenu et reconnaissance du vote blanc qui doit être comptabilisé en tant que vote d'opinion.
7. Présence obligatoire des élus lors des votes dans les assemblées.
8. Suppression du cumul des mandats.
9. Réajustement des salaires des élus.
10. Contrôle des frais des élus.
11. La fin des salaires et privilèges à vie pour les élus.
12. Suppression de l'immunité parlementaire.
13. Inéligibilité à vie pour les élus condamnés pour faute pendant leur mandat.
14. Peine plancher pour les grosses fraudes fiscales.
15. Interdiction d'exercer une fonction publique d'État suite à une condamnation en civil ou en pénal supérieure à cinq ans d'emprisonnement.
16. Avis décisionnel de la Cour des comptes.
17. Allocation d'un budget fixe et identique pour chaque parti pour le financement des campagnes (location de salle, etc.).
18. Égalité du temps de parole pour tous les partis politiques qui se présentent lors des élections (utilisation des dons uniquement pour le fonctionnement du parti mais en aucun cas pour les élections).
19. Pas de statut pour le conjoint du président.
20. Réforme de l'ENA, Centrale sup. etc., ainsi que le statut des hauts fonctionnaires.
21. Réforme des médias et revoir le mode de nomination des dirigeants.
22. Révision du millefeuille territorial et du découpage pour les élections.
23. Revoir le rôle et l'utilité des commissions.
24. Revoir le mode de nomination des préfets.

25. Lutter contre les causes de l'immigration avec une aide à mieux vivre pour les populations, à utiliser sur leur territoire d'origine.
26. Réguler l'immigration en fonction de nos capacités d'accueil.

ÉCONOMIE / FINANCES / COMPTES PUBLICS

1. Pas de prélèvement à la source obligatoire.
2. Justification de l'utilisation des impôts et taxes.
3. Le rétablissement de l'ISF ?
4. Révision des tranches d'imposition.
5. Limitation (ou meilleure utilisation de l'argent attribué) au CICE pour les petites et moyennes entreprises avec le remboursement obligatoire des sommes perçues en cas de non-crédation d'emplois.
6. Revalorisation de l'indexation des retraites et de toutes les allocations en prenant comme référence les taux d'inflation.
7. Suppression de la CSG pour les faibles revenus.
8. Annulation de la hausse de la CSG et RDS.
9. Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, compensée par une hausse de la TVA sur les produits de luxe.
10. Baisse des taxes sur les énergies (EDF, GAZ et ESSENCE principalement) et stabilisation des tarifs de ces produits proportionnellement au coût de la vie.
11. Baisse voire suppression des frais bancaires.
12. Création d'une taxe carbone pour les transports maritimes et aériens.
13. Lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale.
14. Revoir les marges de vente, entre autres, des hypermarchés.
15. Revoir l'ensemble des niches fiscales.
16. Taxer les transactions financières.
17. Nationaliser les sources d'énergie.
18. Renationaliser les autoroutes.
19. Abandon de la notion de rentabilité pour les services publics.
20. Plafonner les salaires et parachutes dorés des grands patrons.
21. L'écart des salaires entre les gens, toutes catégories confondues, doit rester dans la limite de 1 à 20 (soit, pour un salaire de 1250 €, 25 000 €).
22. Revoir les droits de succession.
23. Mise à disposition et transparence des comptes publics.
24. Suppression des allocations familiales pour les gros revenus.
25. Arrêt des priva[tisa]tions des biens de l'État (aéroport, barrages, etc.).
26. Limitation des tarifs des loyers qui doivent rester proportionnels au salaire du locataire.

TRAVAIL / CHÔMAGE / POUVOIR DE VIVRE

1. Fin de la politique d'austérité et suppression du remboursement des intérêts de la dette.
2. Abrogation des lois travail et ordonnances Macron.
3. Revalorisation du SMIC, salaire minimum proportionnel au coût de la vie.
4. Prime d'activité pour les petits revenus.
5. Rétablir la retraite à 60 ans.
6. Retraite anticipée pour les seniors, même s'il manque des points.
7. Droit à la retraite à 55 ans pour le travail pénible.
8. Vraie réflexion sur la pénibilité du travail.
9. Harmonisation de tous les systèmes de retraite.
10. Système retraite à points ?
11. Revoir le système de retraite pour les femmes et arrêt maternité.
12. Revoir le système de retraite pour les « aidants ».
13. Harmonisation du système de sécurité sociale.
14. Quelle politique d'apprentissage des métiers manuels ?
15. Comment rendre attractifs les métiers n'arrivant pas à recruter actuellement (bâtiment, restauration, hôtellerie, services à la personne, aides-soignants, etc.) ?
16. Diminution des taxes sur petites et moyennes entreprises.
17. Aide à la première embauche pour petites et moyennes entreprises.
18. Limitation du nombre de CDD de certains secteurs professionnels qui sont dans l'incapacité de le justifier.
19. Revoir les politiques de formation.
20. Augmentation des aides aux entreprises désirant s'installer dans les banlieues ou en province dans les zones rurales.
21. Favoriser l'embauche des personnes en situation de handicap.
22. Traiter les causes de la précarité et non pas ses conséquences.
23. Suppression du gel du point d'indice des fonctionnaires.
24. Révision des droits des travailleurs détachés et obligation d'embaucher à salaire égal pour stopper la baisse des salaires par la multiplication de la demande.
25. Revoir le système d'intérim dans l'ensemble des entreprises et notamment dans la santé.
26. Protection de l'outil industriel sur le territoire.
27. Développement des transport particulièrement en zone urbaine, péri-urbaine et rurale.

EUROPE

1. Harmonisation de la fiscalité européenne.
2. Harmonisation sociale.
3. Annulation de la Constitution européenne.

Cahier de Taugon

4. Abrogation de la loi Pompidou 1973 avec obligation de recours aux banques privées.
5. Renégociation totale des traités européens.
6. Mise en place d'un protectionnisme solidaire et écologique.
7. Harmonisation des lois pour les entrées sur les territoires avec un contrôle raisonné de l'émigration proportionnel au besoin de main d'œuvre des pays de l'Union, sans mettre en danger nos traditions, nos salaires, ainsi que la sécurité des biens et des personnes ; suppression du droit du sol dans les pays de l'Union, avec obligation de poser une demande de naturalisation auprès des services compétents du pays.
8. Réorientation des missions de la Banque centrale et révision de la parité monétaire des pays de l'Union européenne.
9. Sortie de l'Union européenne en cas de désaccord sur les points précédents.

[FIN]